

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 428

17 février 2015

SOMMAIRE

ADKO Invest	20542	Investus S.A.	20539
Arlvest SA Holding	20499	KD Manhattan Luxco S.à.r.l.	20513
Auto-Teile-Unger Luxembourg S.à r.l. ...	20543	Kiliteam V	20516
Bamboo Financial Inclusion Fund II S.A., SICAV-SIF	20525	Ligiol S.à r.l.	20498
Brookfield Residential (Luxembourg) Branch	20504	Magic Production Group (M.P.G.) S.A. ...	20503
Cantillon Luxembourg S.à r.l.	20502	Mangrove II Investors SC	20503
Cipriani S.à r.l.	20502	Martray S.A.	20522
Cogeco S.à r.l.	20524	M&G Real Estate Finance 2 Co. S.à r.l. ...	20498
Com3 Consulting S.à r.l.	20512	M&G Real Estate Finance 3 Co. S.à r.l. ...	20498
Concept & Sales s.à r.l.	20544	M.S. Trading	20500
Cornerstone Düsseldorf Holdings	20499	Northleaf Luxembourg Holdings I S.à r.l.	20498
Daga	20499	optegra: hhkl Luxembourg S.A.	20542
David Brown Systems S.à r.l.	20539	Orion IV European 21 S.à r.l.	20506
Deutsche Postbank AG Zweigniederlas- sung Luxemburg	20502	Pomelos S.à r.l.	20503
Digital Image	20544	RE Design S.à r.l.	20504
DMG Comet S.à r.l.	20508	Restobookings Group S.à r.l.	20504
Domino, Société de Gestion de Patrimoine Familial S.A.	20501	REY R. Holding S.à.r.l.	20502
Doosan International Luxembourg S.à r.l.	20499	Sainclair Invest S.A.	20541
Electa Capital Partners S.A.	20511	Sequor S.A.	20540
GMJ Barracuda S.A.	20500	Soleo S.A.	20504
Grosvenor Street Holdings SA	20500	Tor S.A.	20498
		Villiot Capital S.à r.l.	20501
		Wampum	20501
		WPI Fonds	20543

Tor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 156.913.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015006809/9.
(150007236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2015.

Northleaf Luxembourg Holdings I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 173.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015010017/10.
(150011495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

M&G Real Estate Finance 2 Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 171.314.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015009951/11.
(150010811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

M&G Real Estate Finance 3 Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 172.632.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015009953/11.
(150010810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Ligiol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 135.634.

Le bilan de la société au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Le Gérant Unique

Référence de publication: 2015009926/12.
(150011698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Doosan International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 9.012.500,00.

Siège social: L-8080 Bertrange, 36, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 146.134.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009642/10.

(150011355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Daga, Société Anonyme.

Siège social: L-9116 Schieren, 7, rue de l'Alzette.
R.C.S. Luxembourg B 100.515.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015009644/10.

(150011688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Arinvest SA Holding, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.
R.C.S. Luxembourg B 74.573.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 février 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 429 du 16 juin 2000.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Arlvest SA Holding

Référence de publication: 2015009438/13.

(150011664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Cornerstone Düsseldorf Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 124.755.

EXTRAIT

En date du 12 janvier 2015, les administrateurs de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Erik Johan Cornelis Schoop en tant qu'administrateur B de la Société avec effet le 09 janvier 2015;

- de coopter Christian Schwab, né à Duisburg, Allemagne le 11 janvier 1971, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L- 2540 Luxembourg, en tant que nouvel administrateur B de la Société avec effet le 09 janvier 2015 et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015;

A compter du 09 janvier 2015, le conseil d'administration se compose comme suit:

- Virginia Strelen, administrateur de catégorie B;
- Christian Schwab, administrateur de catégorie B;
- Cédric Muenze, administrateur de catégorie A;
- Michael Kearns, administrateur de catégorie B.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Référence de publication: 2015007757/21.

(150008784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

GMJ Barracuda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 77.894.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2015008960/12.

(150010107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Grosvenor Street Holdings SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 140.765.

Extrait de la résolution prise par les actionnaires de la société en date du 15 janvier 2015

En date du 15 janvier 2015, les actionnaires de la Société ont pris la décision de renouveler les mandats de Virginie Bousard, Rohan Maxwell et Neil Smith en tant qu'administrateurs de la Société avec effet au 20 juin 2014, leurs mandats expirant après l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires devant se tenir en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Virginie Bousard

Administrateur

Référence de publication: 2015008947/15.

(150009664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

M.S. Trading, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8083 Bertrange, 6, rue du Parc.
R.C.S. Luxembourg B 29.022.

EXTRAIT

À la suite de l'apport en nature de Madame Martine UYTTENDAELE de 200 (deux cents) parts sociales de la société à responsabilité limitée M.S. Trading et celui de Monsieur MORTAGNE de 4 (quatre) parts sociales de la société à responsabilité limitée M.S. Trading, constatés par-devant notaire le 30 décembre 2014, lors de la constitution de la société à responsabilité limitée Miraflores, dûment accepté par la société à responsabilité limitée M.S. Trading, conformément à l'article 1690 du Code Civil et à l'article 190 de la loi modifiée du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, les 404 (quatre cent quatre) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 250 (deux-cent cinquante euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de EUR 101'000 (cent un mille euros) de la société à responsabilité limitée M.S. Trading sont détenues comme suit:

Southinvest S.A., société de gestion de patrimoine familial, ayant son siège social à L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid, inscrite au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 35.543 deux cents parts sociales	200 parts sociales
La société à responsabilité limitée Miraflores, ayant son siège social à L-8083 Bertrange, 6 rue du Parc, en cours d'immatriculation au R.C.S., deux cents quatre parts sociales	204 parts sociales
TOTAL: quatre cent quatre parts sociales	404 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2015009096/27.

(150009622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Villiot Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 190.569.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 17 novembre 2014

La société COTRIMO S.A., demeurant à 53 route d'Arlon L-8211 Marner, vend 352 parts sociales de la société «VILLIOT CAPITAL S.à R.L.» à LEGENDEQUATION -UNIPessoal LDA., ayant son siège social au Avenida da Liberdade n°240 - Santo Antonio 1250 - 148 LISBOA, immatriculée au registre du commerce et des sociétés du Portugal sous le numéro 513 197 834.

Mamer, le 17 novembre 2014.

Référence de publication: 2015009374/13.

(150009804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Domino, Société de Gestion de Patrimoine Familial S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard F.-D. Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 184.213.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social le 8 janvier 2015 que:
- les titres au porteur de la société sont déposés auprès de Roosevelt Services S.A., domiciliée 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Pour la société DOMINO, SOCIETE DE GESTION DE PATRIMOINE FAMILIAL S.A.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2015008837/15.

(150009792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Wampum, Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 94.131.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenu le 23 décembre 2014

Résolutions:

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration prend à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Joseph WINANDY de son poste d'Administrateur de la société.

En vertu des articles 51 alinéa 5 et 52 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, est nommé provisoirement en qualité d'Administrateur:

M. Jean-Charles THOUAND
Administrateur de Sociétés
183, rue de Luxembourg
L-8077 BERTRANGE

Le nouvel Administrateur terminera le mandat de l'Administrateur démissionnaire, sous réserve légale d'approbation par la prochaine Assemblée Générale.

- Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Koen LOZIE en tant que Président du Conseil d'Administration.

Pour le Conseil d'Administration
K.LOZIE / JALYNE S.A.
- / Signature
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015009384/26.

(150009909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Cantillon Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 158.523.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015008731/9.

(150009633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Cipriani S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 165.253.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015008738/9.

(150009634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

REY R. Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 165.026.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2015.

REY R HOLDING S.ar.l.

Représentée par ZIFFER.LU

Mme Maria Tkachenko

Référence de publication: 2015010147/13.

(150011028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Deutsche Postbank AG Zweigniederlassung Luxemburg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 186.873.

Die DEUTSCHE POSTBANK AG, eine Aktiengesellschaft deutschen Rechts mit Sitz in Bonn, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Bonn unter der Nummer HR B 6793, deren Unternehmensgegenstand das Betreiben von Bankgeschäften aller Art, das Erbringen von Finanz- und sonstigen Dienstleistungen sowie damit im Zusammenhang stehende Tätigkeiten sind, hat durch Beschluss des Aufsichtsrats unter Vorsitz von Herrn Rainer Neske,

berufliche Adresse Deutsche Postbank AG, Friedrich-Ebert-Allee 114-126, D-53113 Bonn, in der Sitzung vom 02.10.2014 beschlossen,

Frau Susanne Klöß-Braekler, geboren am 11.05.1964 in Lützellinden, berufliche Adresse Deutsche Postbank AG, Friedrich-Ebert-Allee 114-126, D-53113 Bonn, und

Herrn Dr. Ralph Müller, geboren am 19.05.1971 in Attendorn, berufliche Adresse Deutsche Postbank AG, Friedrich-Ebert-Allee 114-126, D-53113 Bonn,

mit Wirkung ab dem 01.11.2014 als weitere Vorstandsmitglieder zu bestellen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Den 08.01.2015.

Für die Richtigkeit

Julia Becker

Justitiarin

Référence de publication: 2015008814/23.

(150009816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Pomelos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 130.076.

Par la présente, je tiens à vous faire part de ma décision de démissionner avec effet immédiat, de mon mandat de gérant de la Société POMELOS S. à r. l.

Luxembourg, le 19 décembre 2014.
Violène ROSATI
Gérant

Référence de publication: 2015009220/12.

(150009647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Magic Production Group (M.P.G.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2632 Findel, rue de Trèves, Findel Business Center, Complexe B.
R.C.S. Luxembourg B 81.825.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale annuelle tenue en date du 12 décembre 2014

L'Assemblée Générale a décidé de renouveler les mandats suivants jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale en 2015 ou la nomination de leurs successeurs:

- Monsieur Gilberto Cornagliotti; Administrateur;
- Monsieur Marco Degregori; Administrateur;
- Monsieur Daniele Lingua; Administrateur;
- Monsieur Alessandro Nervegna; Administrateur.

L'Assemblée Générale a décidé de renouveler le mandat de commissaire aux comptes de la Société DELOITTE S.A., ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 67895, jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015009099/19.

(150010014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Mangrove II Investors SC, Société Civile.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 31, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg E 4.012.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Par les résolutions du 31 décembre 2014, les associés de la Société ont décidé:

- que la liquidation de la Société est à considérer comme définitivement accomplie et clôturée,
- que les livres et documents sociaux seront conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège social de la Société,
- que toutes les sommes et valeurs appartenant éventuellement aux créanciers qui n'étaient pas présents à la clôture de la liquidation de la Société seront également maintenus à l'ancien siège social de la Société au profit de qui de droit,
- que le compte bancaire sera clôturé en finalité de tous les paiements.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 16 janvier 2015.

Pour extrait conforme
ATOZ
Aerogolf Center - Bloc B
1, Heienhaff
L-1736 Senningerberg
Signature

Référence de publication: 2015009100/23.

(150010265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

RE Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9696 Winseler, 30, Lomicht.

R.C.S. Luxembourg B 157.591.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015010137/10.

(150011689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Restobookings Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 137.694.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015010145/10.

(150010862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Brookfield Residential (Luxembourg) Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 159.897.

Extrait des décisions prises par le conseil d'administration de la Maison-mère en date du 1^{er} décembre 2014

Le siège de la Succursale a été transféré de 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg à 13-15 avenue de la Liberté, L- 1931 Luxembourg.

Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Brookfield Residential (Luxembourg) Branch

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015008695/14.

(150009604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Soleo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 161.316.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le trente-et-un décembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

REFLET, une société par actions simplifiées de droit français établie et ayant son siège social au 48, rue des Founottes, 1^{er} étage de l'immeuble Le Pixel, 2500 Besançon, France, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés de Besançon sous le numéro 478 083 694,

dûment représentée par Pablo UMBON-MANZANO, juriste, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire soussigné d'acter que:

- SOLEO S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.316, a été constituée suivant un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 1^{er} juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 17 août 2011, numéro 11882, page 90292 et dont les statuts n'ont jamais été amendés (ci-après la "Société");

- Le capital social de la Société s'élève à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trente-et-un mille (31.000) actions, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- La partie comparante est l'actionnaire unique de la Société (ci-après l'"Actionnaire Unique");
- L'Actionnaire Unique reconnaît que les activités de la Société ont cessé et décide par conséquent de procéder à la dissolution anticipée de la Société avec effet au 31 décembre 2014 à 24h00;
- L'Actionnaire Unique approuve les comptes intermédiaires de la Société en date du 30 décembre 2014, (les «Comptes»);
- L'Actionnaire Unique confirme renoncer à tout rapport de commissaire à la liquidation et décide de ne pas nommer de commissaire à la liquidation;
- L'Actionnaire Unique, en tant que liquidateur de la Société, requiert le notaire soussigné d'acter les déclarations suivantes:
 - i. tous droits, titres, intérêts et obligations se rapportant aux actifs existants de la Société, tels que décrits dans les Comptes, sont par la présente alloués, transférés et transmis, avec effet au 31 décembre 2014 à 24h00, à l'Actionnaire Unique, qui reconnaît et consent à cette allocation et, en particulier, l'Actionnaire Unique s'engage à s'assurer, en qualité de liquidateur, que toutes les formalités requises pour la mise en oeuvre du transfert de toute liquidité depuis le compte bancaire de la Société sont remplies;
 - ii. tous droits, titres, intérêts et obligations se rapportant au passif existant de la Société, tel que décrit dans les Comptes sont repris, transférés et transmis, avec effet au 31 décembre 2014 à 24h00, à l'Actionnaire Unique qui reconnaît et consent à cette allocation et reprise; toutes les dettes pendantes en relation avec la clôture de la liquidation sont dûment comptabilisées et l'Actionnaire Unique, ou toute autre société ou personne physique ou morale qui se substituerait à l'Actionnaire Unique, s'engage irrévocablement à reprendre et régler toute dette inconnue, non provisionnée et impayée de la Société dissoute, incluant toute dette fiscale de la Société;
- L'Actionnaire Unique décide d'accorder décharge pleine et entière à l'administrateur unique et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exercice de leurs mandats et ce, jusqu'à la date du présent acte;
- Suite aux résolutions retranscrites ci-avant, l'Actionnaire Unique déclare que la liquidation de la Société est considérée comme accomplie et clôturée au 31 décembre 2014 à 24h00;
- Il y a lieu dès lors de procéder à l'annulation de toutes les actions émises;
- Le registre des actionnaires de la Société est également annulé;
- Tous les livres et documents de la Sociétés seront conservés pendant la durée légale de cinq ans à l'ancien siège social de la Société;
- L'Actionnaire Unique décide de donner pouvoir à l'administrateur unique de la Société pour accomplir individuellement tout ce qui est nécessaire en lien avec la dissolution et la liquidation après sa clôture, y inclus et de manière non limitative, le transfert de tous les fonds restants à l'Actionnaire Unique, la clôture de tout compte bancaire de la Société, le dépôt de toute déclaration fiscale pendante de la Société et le paiement de toute dette fiscale de la Société; et
- L'Actionnaire Unique décide également de donner tout pouvoir à tout employé de l'étude notariale du notaire instrumentant aux fins:
 - i. de procéder aux dépôts et publications requis par l'article 151 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée;
 - ii. de préparer, modifier et exécuter tout document ou avis en lien avec les dépôts et publications mentionnés ci-dessus.

Frais

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à huit cents euros (800,- EUR).

DONT ACTE, fait à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. UMBON-MANZANO, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 06 janvier 2015. 2LAC/2015/401. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Référence de publication: 2015007504/74.

(150007612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Orion IV European 21 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 189.076.

In the year two thousand fourteen, on the eleventh day of December.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, registered with Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 173.948, having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (the "Sole Member"),

here represented by Maître Juliette Feitler, Avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given on 10 December 2014.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole member of Orion IV European 21 S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.076, incorporated pursuant to a deed of the undersigned dated 4 July 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°2770 dated 7 October 2014. The articles of association of the Company have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital of the Company, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of eighty-two thousand euro (EUR 82,000.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) up to ninety-four thousand five hundred euro (EUR 94,500.-) through the issue of eighty-two thousand (82,000) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, by way of a contribution in cash;
2. Subsequent amendment of article 5 paragraph 1 of the articles of association of the Company;
3. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Member takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The Sole Member resolves to increase the Company's share capital by an amount of eighty-two thousand euro (EUR 82,000.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) up to ninety-four thousand five hundred euro (EUR 94,500.-) through the issue of eighty-two thousand (82,000) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, by way of a contribution in cash.

The eighty-two thousand (82,000) new issued shares have been entirely subscribed by the Sole Member, represented as stated above, for a total amount of eight million two hundred thousand euro (EUR 8,200,000.-).

The shares so subscribed by the Sole Member have been fully paid up by a contribution in cash amounting to eight million two hundred thousand euro (EUR 8,200,000.-), so that the said amount of eight million two hundred thousand euro (EUR 8,200,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the notary.

The total contribution in the amount of eight million two hundred thousand euro (EUR 8,200,000.-) shall be allocated as follows:

- eighty-two thousand euro (EUR 82,000.-) to the share capital of the Company; and
- eight million one hundred eighteen thousand euro (EUR 8,118,000.-) to the share premium of the Company.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Member resolves to amend article 5, paragraph 1 of the articles of association of the Company which shall be enforced and now reads as follows:

" **Art. 5. Capital.** The issued share capital of the Company is set at ninety-four thousand five hundred euro (EUR 94,500.-), divided into ninety-four thousand five hundred (94,500) shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the "Shares")."

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at four thousand euro (EUR 4,000).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le onze décembre.

Par devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.948, ayant son siège social au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Maître Juliette Feitler, Avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 10 décembre 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de Orion IV European 21 S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189.076, constituée suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 4 juillet 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°2770 en date du 7 octobre 2014. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis.

La comparante représentant l'intégralité du capital social de la Société a requis le notaire soussigné de prendre acte que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-deux mille euros (EUR 82.000,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à quatre-vingt-quatorze mille cinq cents euros (EUR 94.500,-), par l'émission de quatre-vingt-deux mille (82.000) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, par le biais d'un apport en numéraire.

2. Modification subséquente de l'article 5 paragraphe 1 des statuts de la Société;

3. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte, et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre-vingt-deux mille euros (EUR 82.000,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à quatre-vingt-quatorze mille cinq cents euros (EUR 94.500,-), par l'émission de quatre-vingt-deux mille (82.000) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, par le biais d'un apport en numéraire.

Les quatre-vingt-deux mille (82.000) nouvelles parts sociales ont été entièrement souscrites par l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, pour un montant total de huit millions deux cent mille euros (EUR 8.200.000,-).

Les parts sociales ainsi souscrites par l'Associé Unique ont été intégralement payées par un apport en numéraire d'un montant de huit millions deux cent mille euros (EUR 8.200.000,-), lequel montant de huit millions deux cent mille euros (EUR 8.200.000,-) est désormais à la disposition de la Société ainsi qu'il l'a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de huit millions deux cent mille euros (EUR 8.200.000,-) est affecté comme suit:

- quatre-vingt-deux mille euros (EUR 82.000,-) au capital social de la Société; et
- huit millions cent dix-huit mille euros (EUR 8.118.000,-) à la prime d'émission de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5, paragraphe 1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital.** Le capital émis de la Société est fixé à quatre-vingt-quatorze mille cinq cents euros (EUR 94.500,-), divisé en quatre-vingt-quatorze mille cinq cents (94.500) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les «Parts Sociales»).»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ quatre mille euros (EUR 4.000).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom et résidence, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Feitler, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 18 décembre 2014. REM/2014/2755. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 15 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008263/124.

(150009116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

DMG Comet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 29.020.000,00.

Siège social: L-2220 595, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 193.533.

In the year two thousand and fourteen, on the first day of the month of December, at 11:30am CET,
Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-Sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

DMG Atlantic Limited, a company incorporated and governed by the laws of England and Wales, having its registered office address at Northcliffe House, 2 Derry Street, London W8 5TT, United Kingdom, and registered with the Companies House of England and Wales under number 04521108,

here represented by Mrs. Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 1st December 2014,

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party representing the whole corporate capital requests the notary to act that:

I. The appearing person is the sole member of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing in the Grand-Duchy of Luxembourg under the name "DMG Comet S.à r.l.", with registered office at 595, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre du Commerce et des Sociétés), established pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-Sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated 28 November 2014, under process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereinafter, the "Company").

II. The Company's corporate capital is set at twenty thousand United States of America Dollars (USD 20,000), represented by twenty thousand (20,000) shares in registered form, having a par value of one United States of America Dollar (USD 1) each, all subscribed and fully paid-up.

First resolution

The sole member resolves to increase the corporate capital of the Company to the extent of twenty nine million United States of America Dollars (USD 29,000,000) to raise it from its present amount of twenty thousand United States of America Dollars (USD 20,000) to twenty nine million twenty thousand United States of America Dollars (USD 29,020,000) by the creation and issuance of twenty nine million (29,000,000) shares, with a par value of one United States of America Dollar (USD 1) each, issued with an aggregate share premium of two hundred sixty one million United States of America Dollars (USD 261,000,000) and vested with the same rights and obligations as the existing shares (the "New Shares").

Subscription - Payment

DMG Atlantic Limited, prenamed, declares to subscribe for all the New Shares for a total subscription price of two hundred ninety million United States of America Dollars (USD 290,000,000) -including a share premium of two hundred

sixty one million United States of America Dollars (USD 261,000,000)- and to fully pay them by a contribution in kind consisting of receivables, which receivables are incontestable, payable and due and contributed for an aggregate amount of two hundred ninety million United States of America Dollars (USD 290,000,000) (the "Receivables").

Evidence of the contribution's existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a statement of contribution value established by the managers of the Company on 1st December 2014, attesting to the value of the Receivables and their free transferability.

Effective implementation of the contribution

DMG Atlantic Limited, prenamed, by its representative, declares that:

- it is the sole unrestricted owner of the Receivables and possesses the power to dispose of them, they being legally and conventionally freely transferable;
- the contribution of such Receivables is effective as from the day of the present deed, without qualification;
- all further formalities are in course in order to duly carry out and formalize the transfer and to render it effective anywhere and toward any third party.

Second resolution

Further to the above resolutions, the sole member resolves to amend the first paragraph of article 6 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

"The corporate capital is set at twenty nine million twenty thousand United States of America Dollars (USD 29,020,000), represented by twenty nine million twenty thousand (29,020,000) shares in registered form, having a par value of one United States of America Dollar (USD 1) each, all subscribed and fully paidup."

The other paragraphs of article 6 of the Company's articles of association remain unchanged.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately 7,000.- Euro.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, on the date first written above.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by his Surname, name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le premier décembre à 11 heures 30,

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

DMG Atlantic Limited, une société constituée sous les lois d'Angleterre et du pays de Galles, ayant son siège social à Northcliffe House, 2 Derry Street, London W8 5TT, Royaume-Uni, enregistrée au Registre de des Sociétés d'Angleterre et du pays de Galles (Registrar of Companies for England and Wales) sous le numéro 02028517,

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée constituée et existant au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «DMG Comet S.à r.l.», ayant son siège social au 595. Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, encours d'enregistrement au Registre de Commerce et des Sociétés, constituée par acte notarié de Maître Francis Kessler, notaire résidant à Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 novembre 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après, la «Société»).

II. Le capital social de la Société est fixé à vingt mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (20.000 USD), représenté par vingt mille (20.000) parts sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (1 USD) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de vingt-neuf millions de Dollars des Etats-Unis d'Amérique (29.000.000 USD), pour le porter de son montant actuel de vingt mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (20.000 USD) à vingt-neuf millions vingt mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (29.020.000 USD), par la création et l'émission de vingt-neuf millions (29.000.000) de parts, d'une valeur nominale de un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (1 USD) chacune, émises avec une prime d'émission de deux cent soixante et un millions de Dollars des Etats-Unis d'Amérique (261.000.000) et bénéficiant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes (les «Nouvelles Parts»)

Souscription - Libération

DMG Atlantic Limited, précitée, déclare souscrire les Nouvelles Parts et les libérer intégralement pour un montant de deux cent quatre-vingt-dix millions de Dollars des Etats-Unis d'Amérique (290.000.000 USD) -incluant une prime d'émission de deux cent soixante et un millions de Dollars des Etats-Unis d'Amérique (261.000.000)- et de les libérer entièrement pas un apport en nature consistant en des créances, lesquelles créances sont incontestables, exigibles, dues et contribuées pour un montant total de deux cent quatre-vingt-dix millions de Dollars des Etats-Unis d'Amérique (290.000.000 USD) (les «Créances»).

Preuve de l'existence et valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par une déclaration de la valeur d'apport établie par les gérants de la Société en date du 1^{er} décembre 2014, attestant de la valeur des Créances et de leur libre cessibilité.

Réalisation effective de l'apport

DMG Atlantic Limited, précitée, par son mandataire, déclare que:

- elle est seule propriétaire sans restriction des Créances et possède les pouvoirs d'en disposer, celles-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;
- l'apport de ces Créances est effectivement réalisé sans réserve avec effet à la date du présent acte;
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans la juridiction de situation des Créances, aux fins d'effectuer son transfert et de le rendre effectif partout et vis-à-vis de tous tiers.

Seconde résolution

Suite aux résolutions ci-dessus, l'associé unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société qui doit se lire désormais comme suit:

«Le capital social est fixé à vingt-neuf millions vingt mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (29.020.000 USD), représenté par vingt-neuf millions vingt mille (29.020.000) parts sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (1 USD) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Les autres paragraphes de l'article 6 des statuts de la Société demeurent inchangés.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société à raison du présent acte, sont évalués approximativement à la somme de 7.000,- euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

FAIT ET PASSÉ à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite à la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et lieu de résidence, ladite partie signe ensemble avec, Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 décembre 2014. Relation: EAC/2014/16918. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015007107/141.

(150007447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Electa Capital Partners S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 109.058.

L'AN DEUX MILLE QUATORZE, LE NEUF DECEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Madame Valérie RAVIZZA, employée, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 19, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

agissant en sa mandataire spécial de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée "ELECTA CAPITAL PARTNERS S.A.", société de titrisation, ayant son siège social à Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen, R.C.S. Luxembourg B109058,

constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Jacques DELVAUX alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 juin 2005, publié au Mémorial C numéro 767 du 14 avril 2006, et dont les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un constat reçu par le notaire instrumentant, en date du 24 juillet 2014, publié au Mémorial C numéro 2734 du 4 octobre 2014,

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration de la Société, prise en sa réunion du 9 décembre 2014,

une copie par extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant d'acter les déclarations suivantes:

Exposé préliminaire

A) Le capital est fixé à EUR 55.610,- (cinquante-cinq mille six cent dix Euros), divisé en:

27.500 (vingt-sept mille cinq cents) Actions de catégorie A ayant une valeur nominale de EUR 2,- (deux Euros) chacune plus une prime d'émission s'élevant à 0,20 (zéro Euro vingt Cents) par action, et

305 (trois cent cinq) actions de catégorie C ayant une valeur nominale de EUR 2,- (deux Euros) plus une prime d'émission s'élevant à EUR 400,- (quatre cents Euros) par action,

le capital émis de la Société comprendra à tous moments des Actions A représentant un minimum de 50,1% du capital par actions émis et des Actions rachetables C (ainsi que d'autres catégories), représentant entièrement le maximum restant de 49,9%.

B) En vertu de l'article 8 des statuts relatif au rachat d'actions, «les Actions peuvent être rachetées sur décision de leur détenteur à tout moment à l'expiration de 1 (un) an à compter de leur date de souscription. Un détenteur ne peut décider du rachat de ses actions que s'il a obtenu l'accord de tous les actionnaires de la même catégorie.

Sur avis préalable donné par écrit par le détenteur des actions («l'Avis de Rachat»), la Société doit racheter tout ou partie des Actions de cet actionnaire, comme indiqué par l'Avis de Rachat, pour le montant égal aux bénéfices acquis, mais non distribués de la Société dans le compartiment financé par l'Action/les Actions à compter de la date à laquelle l'Action/les Actions concernées a/ont été émises jusqu'à la date à laquelle elle est/elles sont rachetées. L'Avis de Rachat doit être envoyé au siège social de la Société à l'attention du président du Conseil d'Administration et être accompagné de tous les certificats représentant les Action(s) à racheter. Le Conseil d'Administration calcule le prix de rachat sur la base des comptes provisoires à la date de l'Avis de Rachat.

Toutes les Actions qui n'ont pas été rachetées comme prévu par le paragraphe précédent doivent être obligatoirement rachetées trente (30) ans après leur souscription à un prix de rachat déterminé comme prévu au paragraphe précédent.

Le Conseil d'Administration de la Société doit décider si les Actions rachetées doivent être annulées ou non. En cas d'annulation, le Conseil d'Administration prendra les mesures nécessaires (i) pour amender les statuts de la Société de façon à prendre en compte la réduction du capital et (ii) d'une manière générale pour effectuer l'annulation des Actions rachetées; chaque actionnaire s'engage à donner son accord et à remettre tous documents (notamment les procurations) demandés afin de garantir la parfaite exécution de l'annulation des Actions rachetées. Si des Actions rachetées subsistent dans le portefeuille de la Société, elles ne sont pas porteuses de droit de vote ni de droit de participer à des distributions de dividendes ou du produit d'une liquidation.

En conséquence de l'exposé préliminaire, le mandataire, ès qualité qu'il agit, requiert le notaire instrumentant d'acter les déclarations suivantes:

1. En vertu d'une décision du conseil d'administration et de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du compartiment C du 9 décembre 2014, il a été décidé

a) de racheter toutes les 305 (trois cent cinq) actions de catégorie C ayant une valeur nominale de EUR 2,- (deux Euros) par action et de les payer au moyen des réserves disponibles de la société, et

b) de réduire le capital de la Société d'un montant de EUR 610,- (six cent dix Euros), le tout conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts, pour le ramener de son montant actuel de EUR 55.610,-(cinquante-cinq mille six cent dix Euros), à 55.000,- (cinquante-cinq mille Euros), par l'annulation de 305 (trois cent cinq) actions de catégorie C rachetées par la société en date de ce jour et avant les présentes, et l'incorporation d'un montant égal à la valeur nominale des actions retirées, savoir la somme totale de EUR 610,- (six cent dix Euros), à une réserve dont il ne peut être disposé qu'en observant les prescriptions légales de l'article 69-2 (2) de la loi sur les sociétés, le but de la réduction est d'éviter la détention de parts propres en portefeuille-titres.

2. En conséquence de ce rachat d'actions et de cette annulation des Actions rachetées avec réduction subséquente du capital social à due Page 4 concurrence, le premier alinéa de l'article 5 des statuts, version anglaise et française, aura dorénavant la teneur suivante:

Version anglaise

Art. 5. Corporate capital - First paragraph. "The Company has an issued capital of 55,000.- (fifty-five thousand Euro), divided into:

27,500 (twenty-seven thousand five hundred) A-Shares having a par value of 2.- (two) Euro each plus an issue premium amounting to 0.20 (zero Euro twenty Cents) per share,

the issued capital of the Company shall at all times comprise A Shares representing a minimum of 50.1% issued share capital and as the case may be further categories Redeemable Shares, wholly representing the remaining maximum of 49.9%."

Traduction française

Art. 5. Capital social - Premier alinéa. "La société a un capital émis de EUR 55.000,- (cinquante-cinq mille Euros), divisé en:

27.500 (vingt-sept mille cinq cents) Actions de catégorie A ayant une valeur nominale de EUR 2,- (deux Euros) chacune plus une prime d'émission s'élevant à 0,20 (zéro Euro vingt Cents) par action,

le capital émis de la Société comprendra à tous moments des Actions A représentant un minimum de 50,1% du capital par actions émis et, le cas échéant, des Actions rachetables d'autres catégories, représentant entièrement le maximum restant de 49,9%."

Frais

Les frais, dépenses, honoraires ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société ou mis à sa charge en raison des présentes sont évalués approximativement à EUR 1.200,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation données à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: V. RAVIZZA, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 décembre 2014. Relation: LAC/2014/59862. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015007140/98.

(150007982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Com3 Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 126.854.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 14 janvier 2015.

Référence de publication: 2015007051/10.

(150007775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2015.

KD Manhattan Luxco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.318.495,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 140.309.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of October.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr. Juan Francisco Beckmann Vidal, entrepreneur, born in Mexico City, Mexico, on 9 February 1940, with professional address at Guillermo Gonzalez Camarena 800-Piso 4, Col. Zedec Santa Fe, C.P. 01210, Mexico, D.F., Mexico

and

Mrs. Maria De Jesus Dora Legorreta Santos, homemaker, born in Jocotitlan, Mexico, on 17 December 1945, with address at Guillermo Gonzalez Camarena 800-Piso 4, Col. Zedec Santa Fe, C.P. 01210, Mexico, D.F., Mexico,

and

Fambeck Luxco Sàrl, a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”), having its registered office set at in 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under the number B 190539 (“Fambeck”);

(together the “Shareholders”),

here represented by Mr. Regis Galiotto, private employee, residing professionally in 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

By virtue of third proxies given under private seal.

The said proxies, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing persons, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to:

I. state that Mr. Juan Francisco Beckmann Vidal, Mrs. Maria De Jesus Dora Legorreta Santos and Fambeck, are the shareholders of KD Manhattan Luxco S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”), having its registered office set at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 140.309, incorporated by a deed of the undersigned notary on 2 July 2008, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 1961 on 11 August 2008, and whose articles of association have been modified for the last time by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 22 October 2014, in course of publication in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Association (hereafter referred to as the “Company”).

II. record the following resolutions which have been taken in the best corporate interest of the Company, according to the agenda below:

Agenda

1. Decrease of the share capital of the Company by an amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) by the cancellation of two thousand (2,000) Class A shares, two thousand (2,000) Class B shares, two thousand (2,000) Class C shares, two thousand (2,000) Class D shares, two thousand (2,000) Class E shares, two thousand (2,000) Class F shares, two thousand (2,000) Class G shares, two thousand (2,000) Class H shares, two thousand (2,000) Class I shares, two thousand (2,000) Class J shares, with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each;

2. Delegation of the modalities of the payment of the cancelled shares to the board of managers of the Company;

3. Amendment of the Company’s articles of association (the “Articles”) to reflect the cancellation of shares and the capital reduction,

4. Proxies; and

5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Shareholders, the following resolutions have been taken:

First resolution

The Shareholders RESOLVE to decrease the share capital of the Company by an amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-), so as to bring it from its present amount of two million three hundred thirty-eight thousand four hundred ninety-five US Dollars (USD 2,338,495.-) to two million three hundred eighteen thousand four hundred ninety-five US Dollars (USD 2,318,495.-) by the cancellation of the shares held by Mr. Juan Francisco Beckmann Vidal and Mrs. Maria De Jesus Dora Legorreta Santos in the share capital of the Company (the “Cancelled Shares), i.e. two thousand (2,000) Class A shares, two thousand (2,000) Class B shares, two thousand (2,000) Class C shares, two thousand (2,000) Class D shares, two thousand (2,000) Class E shares, two thousand (2,000) Class F shares, two thousand (2,000) Class G shares,

two thousand (2,000) Class H shares, two thousand (2,000) Class I shares, two thousand (2,000) Class J shares, with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the “Capital Decrease”).

Second resolution

The Shareholders RESOLVE that the modalities of the Capital Decrease and payment of the Cancelled Shares shall be enacted by the board of managers of the Company.

Third resolution

As consequence of the foregoing resolutions and of the Capital Decrease, the Shareholders RESOLVES to amend Article 5.1. of the Articles of Incorporation of the Company, which will henceforth read as follows:

“ 5.1. The issued share capital of the Company is set at two million three hundred eighteen thousand four hundred ninety five US Dollars (USD 2,318,495.-):

- Two hundred forty-six thousand eight hundred thirty-nine (246,839) class A shares;
- Two hundred thirty thousand one hundred eighty-four (230,184) class B shares;
- Two hundred thirty thousand one hundred eighty-four (230,184) class C shares;
- Two hundred thirty thousand one hundred eighty-four (230,184) class D shares;
- Two hundred thirty thousand one hundred eighty-four (230,184) class E shares;
- Two hundred thirty thousand one hundred eighty-four (230,184) class F shares;
- Two hundred thirty thousand one hundred eighty-four (230,184) class G shares;
- Two hundred thirty thousand one hundred eighty-four (230,184) class H shares;
- Two hundred thirty thousand one hundred eighty-four (230,184) class I shares;
- Two hundred thirty thousand one hundred eighty-four (230,184) class J shares;

each share having a nominal value of one US Dollars (USD 1.-) and with such rights and obligations as set out in the present Articles of Incorporation.”

Fourth resolution

The Shareholders RESOLVE to authorize any manager of the Company, acting individually under his sole signature, in the name and on behalf of the Company to amend, sign and execute the share register of the Company to reflect the Capital Decrease, and more generally to carry out any necessary or useful actions in relation to the present resolutions.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase have been estimated at about EUR 2,000.-.

With no other outstanding points on the agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux octobre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

Monsieur Juan Francisco Beckmann Vidal, entrepreneur, né à Mexico City, Mexique, le 9 février 1940, demeurant professionnellement à Guillermo Gonzalez Camarena, 800-Piso 4, Col. Zedec Santa Fe, C.P. 01210, Mexico, D.F., Mexique,
et

Madame Maria De Jesus Dora Legorreta Santos, sans profession, née à Jocotitlan, Mexico, le 17 décembre 1945, demeurant à t Guillermo Gonzalez Camarena 800-Piso 4, Col. Zedec Santa Fe, C.P. 01210, Mexico, D.F., Mexico,
et

Fambeck Luxco Sàrl, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 190539 («Fambeck»)

(les «Associés»),

dûment représentés par Monsieur Regis Galiotto, employé privé, demeurant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg,

en vertu de trois procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte des comparants et par le notaire instrumentant resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Lesquels comparants, agissant en qualité ci-dessus indiquée, déclarent et demandent au notaire:

I. d'acter que Monsieur Juan Francisco Beckmann Vidal, Madame Maria De Jesus Dora Legorreta Santos et Fambeck sont les Associés de la société à responsabilité limitée KD Manhattan Luxco S.à r.l, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.309, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant le 2 juillet 2008, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1961 du 11 août 2008, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 22 octobre 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Association (ci-après la «Société»).

II. d'enregistrer les résolutions suivantes qui ont été prises dans l'intérêt de la Société, conformément à l'agenda ci-dessous:

Ordre du jour

1. Réduction du capital social de la Société à concurrence de vingt mille Dollars américains (USD 20.000.-) par l'annulation de deux mille (2.000) parts sociales de Classe A, deux mille (2.000) parts sociales de Classe B, deux mille (2.000) parts sociales de Classe C, deux mille (2.000) parts sociales de Classe D, deux mille (2.000) parts sociales de Classe E, deux mille (2.000) parts sociales de Classe F, deux mille (2.000) parts sociales de Classe G, deux mille (2.000) parts sociales de Classe H, deux mille (2.000) parts sociales de Classe I et deux mille (2.000) parts sociales de Classe J, d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune;

2. Délégation des modalités du remboursement des parts sociales annulées au conseil de gérance de la Société;

3. Modification des statuts (les «Statuts») pour refléter l'annulation de parts sociales et la réduction de capital,

4. Procurations; et

5. Divers.

Après que ce qui précède ait été approuvé par les Associés, ces derniers ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés DECIDENT de réduire le capital social de la Société d'un montant de vingt mille Dollars américains (USD 20.000.-), aux fins de l'amener de son montant actuel de deux millions trois cent trente-huit mille quatre cent quatre-vingt-quinze Dollars Américains (USD 2.338.495) à deux millions trois cent dix-huit mille quatre cent quatre-vingt-quinze Dollars américains (USD 2.318.495.-) par l'annulation des parts sociales détenues par Monsieur Juan Francisco Beckmann Vidal et Madame Maria De Jesus Dora Legorreta Santos (les «Parts Sociales Annulées») dans le capital social de la Société, à savoir deux mille (2.000) parts sociales de Classe A, deux mille (2.000) parts sociales de Classe B, deux mille (2.000) parts sociales de Classe C, deux mille (2.000) parts sociales de Classe D, deux mille (2.000) parts sociales de Classe E, deux mille (2.000) parts sociales de Classe F, deux mille (2.000) parts sociales de Classe G, deux mille (2.000) parts sociales de Classe H, deux mille (2.000) parts sociales de Classe I et deux mille (2.000) parts sociales de Classe J, d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (la «Réduction de Capital»).

Deuxième résolution

Les Associés DECIDENT que les modalités de Réduction de Capital et le remboursement des Parts Sociales Annulées seront établies par le conseil de gérance de la Société.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent et de la Réduction de Capital, les Associés DECIDENT de modifier l'article 5.1. des Statuts de la Société comme suit:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à deux millions trois cent dix-huit mille quatre cent quatre-vingt-quinze Dollars américains (USD 2.318.495.-) divisé en:

- Deux cent quarante-six mille huit cent trente-neuf (246.839) parts sociales de classe A,
- Deux cent trente mille cent quatre-vingt-quatre (230.184) parts sociales de classe B,
- Deux cent trente mille cent quatre-vingt-quatre (230.184) parts sociales de classe C,
- Deux cent trente mille cent quatre-vingt-quatre (230.184) parts sociales de classe D,
- Deux cent trente mille cent quatre-vingt-quatre (230.184) parts sociales de classe E,
- Deux cent trente mille cent quatre-vingt-quatre (230.184) parts sociales de classe F,
- Deux cent trente mille cent quatre-vingt-quatre (230.184) parts sociales de classe G,

- Deux cent trente mille cent quatre-vingt-quatre (230.184) parts sociales de classe H,
- Deux cent trente mille cent quatre-vingt-quatre (230.184) parts sociales de classe I,
- Deux cent trente mille cent quatre-vingt-quatre (230.184) parts sociales de classe J.

Chaque part sociale ayant une valeur nominale d'un US dollars (USD 1,-) chacune, avec tous les droits et obligations tels que déterminés par les présents statuts.

Quatrième résolution

Les Associés DÉCIDENT d'autoriser tout gérant de la Société, agissant individuellement sous sa seule signature, au nom et pour le compte de la Société, à modifier, adapter et signer le registre des associés de la Société et d'y refléter la réduction de capital précitée et plus généralement d'entreprendre toutes actions utiles ou nécessaires en relation avec les présentes résolutions.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunération et charges, de quelque forme que ce soit, incombant à la Société suite à cet acte sont estimés approximativement à EUR 2.000,-

L'ordre du jour étant épuisé, et sans question complémentaire, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend l'anglais, déclare qu'à la requête des membres du bureau et du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre les deux versions, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, dont le nom, le nom de baptême, l'état civil et l'adresse sont connus du notaire, celui-ci a signé le présent acte avec nous, notaire.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 octobre 2014. Relation: LAC/2014/51055. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008124/188.

(150009164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Kiliteam V, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 193.613.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-troisième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

- Astorg Partners, une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social au 68, Rue du Faubourg Saint-Honoré, F-75008 Paris, France, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 419 838 545,

ici représentée par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, avec adresse professionnelle au 10, Avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter comme suit:

I. Le comparant est actuellement l'associé unique (l'«Associé Unique») de la société dénommée KILITEAM V., une société par actions simplifiée à associé unique de droit français, ayant son siège social jusqu'à ce jour au 68, Rue du Faubourg Saint-Honoré, F-75008 Paris, France, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 801 026 295 (la «Société»).

II. L'Associé Unique détient 100% du capital social et des droits de vote de la Société. L'ensemble des douze mille cinq cents (12.500) actions d'une valeur nominale de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) chacune représentant l'entière du capital social de la société sont dûment représentées de sorte que la présente assemblée peut valablement délibérer sur l'ensemble des points à l'ordre du jour dressé ci-dessous dont l'Associé Unique déclare expressément en avoir été dûment informé et en avoir pris connaissance.

III. Les documents suivants ont été mis à disposition lors de la réunion:

(1) Une copie des statuts actuels de la Société.

(2) Une copie d'un extrait Kbis émis par le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris.

(3) Une copie de l'assemblée générale extraordinaire de la Société datée du 19 décembre 2014 actant de l'augmentation de capital de la société à un montant de douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR) et décidant (i) de transférer le siège social et l'administration centrale de la Société de France vers le Grand-Duché de Luxembourg, d'enregistrer la Société conformément aux lois luxembourgeoises et de radier la Société conformément aux lois françaises et (ii) reconnaissant que toutes les formalités requises à cet effet selon les lois françaises ont été ou seront accomplies (les «Résolutions Françaises»).

(4) Les comptes intérimaires de la Société datés du 19 décembre 2014. Tous les documents listés ci-dessus paraphés par le comparant et par le notaire instrumentant resteront attachés au présent acte pour être enregistrés auprès des autorités d'enregistrement.

IV. Que la présente réunion a pour ordre du jour:

1. Renonciation aux formalités de convocation.

2. Transfert du siège social et de l'administration centrale de la Société de la France vers le Grand-Duché de Luxembourg, sans dissolution et sans perte de la personnalité morale de la Société.

3. Enregistrement et opération de la Société au Grand-duché de Luxembourg sous la forme sociale d'une société à responsabilité limitée gardant sa dénomination actuelle: «KILITEAM V».

4. Confirmation de la description et de la continuité de l'ensemble de l'actif et du passif, et du capital social émis et libéré de la Société tel que démontré dans le bilan comptable intérimaire de la Société.

5. Refonte des statuts de la Société afin de les mettre en adéquation avec les lois du Grand-Duché de Luxembourg applicables à une société à responsabilité limitée.

6. Démission et décharge des commissaires aux comptes titulaires actuels de la Société.

7. Démission et décharge de M. Xavier Moreno, en sa capacité de président actuel de la Société.

8. Nomination des nouveaux gérants de la Société.

9. Décision de fixer l'adresse du siège social de la Société au 37A, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

10. Divers.

V. Que sur base de l'ordre du jour, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de renoncer aux formalités de convocation préalable à une assemblée générale extraordinaire dans la mesure où il a reconnu avoir été dûment et suffisamment informé au préalable de l'ordre du jour de la présente assemblée. Par conséquent, il a convenu de délibérer et voter sur tous les points à l'ordre du jour de la présente assemblée. De même, il a été confirmé que l'ensemble des documents mis à disposition lors de la présente assemblée a été dûment communiqué au préalable à l'Associé Unique dans un délai suffisamment raisonnable permettant un examen attentif de chaque document par l'Associé Unique.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de ratifier les Résolutions Françaises et de procéder au transfert du siège social et l'administration centrale de la Société de la France vers le Grand-Duché de Luxembourg (la «Migration»).

L'Associé Unique souligne qu'en conséquence de la Migration, la Société dispose désormais de son siège social, et du siège de l'administration centrale et de gestion effective au Grand-Duché de Luxembourg et souligne qu'en vertu de l'article 159 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales tel que modifiée à plusieurs reprises, la Société est gouvernée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg et est luxembourgeoise, prenant effet à partir de l'exécution du présent acte.

A cet effet, l'Associé Unique assure que l'ensemble des formalités requises selon les lois françaises pour procéder à la Migration ont été dûment complétées par le président de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé que la Société adoptera la forme sociale d'une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois et gardera sa dénomination actuelle: «KILITEAM V».

Quatrième résolution

L'Associé Unique déclare que la description et la composition de l'actif et du passif de la Société et du capital social souscrit et libéré tel qu'il en résulte du bilan comptable intérimaire de la Société daté du 19 décembre 2014 susmentionné et confirmée par la déclaration de valeur établie par le président de la Société.

A cet effet, l'Associé Unique confirme que la Société continu, sans limitation ou exception, de détenir l'ensemble des éléments de l'actif et du passif et d'être soumise à l'ensemble de ses obligations et autres engagements malgré la Migration.

L'Associé Unique confirme que, tel que mentionné ci-dessus dans le bilan intérimaire et dans la déclaration de valeur du président de la Société que la valeur nette de l'actif de la Société au 19 décembre 2014 est au moins égale au montant du capital souscrit de la Société s'élevant à douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR).

Cinquième résolution

L'Associé Unique a décidé de refondre entièrement les Statuts de la Société afin de les rendre conformes aux lois luxembourgeoises et de les lire désormais tels que suit:

«I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il a été établi en France une société à responsabilité limitée sous la dénomination KILITEAM V. En date du 23 décembre 2014, il a été décidé de transférer son siège social au Grand-Duché de Luxembourg avec maintien de sa personnalité morale et de l'ensemble de ses actifs et passifs.

La société à responsabilité limitée dénommée KILITEAM V. (la «Société»), sera régie dès lors par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le Conseil de Gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2 La Société pourra accomplir toutes prestations de services et de conseil de quelque nature que ce soient et toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

3.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

3.4 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens. Elle pourra aussi placer et gérer ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 La décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves suppose que l'accord des associés représentants au moins la moitié des parts sociales.

5.4 Par ailleurs, lors de la création de nouvelles parts sociales, les associés et des tiers de la Société peuvent souscrire à une augmentation de capital, si ces derniers ont été agréés par les associés déjà présents.

5.5 L'augmentation du capital social peut intervenir par le biais soit d'apports en numéraire, soit d'apports en nature ou par l'incorporation de réserves et bénéfices.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de Gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

7.2 Les membres du Conseil de Gérance peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

7.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du Conseil de Gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le Conseil de Gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance sont

prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du Conseil de Gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants, quelle que soit la catégorie de gérant, pour tout engagement dont le montant reste inférieur à dix mille euros (10.000.- EUR).

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B pour tout engagement dont le montant est égal ou supérieur à dix mille euros (10.000.- EUR).

10.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée Générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables,

mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfiques effectivement réalisés seront remboursées par les associés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.»

Disposition transitoire

La première année comptable de la Société au Grand-Duché de Luxembourg débutera à la date effective de la migration du siège social, de l'administration centrale et du siège effectif de gestion de la Société depuis la France vers le Grand-Duché de Luxembourg et prendra fin le 31 décembre 2014.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de mettre fin aux mandats des commissaires aux comptes titulaires actuels de la Société étant (i) Audit et Commissariat, une société à responsabilité limitée de droit français, ayant son siège social au 2 square François Truffaut, F-49000 Angers, France, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés d'Angers sous le numéro 343 403 713 et (ii) Alpha Expertise Développement, une société à responsabilité limitée de droit français, ayant son siège social 15 rue des Bordagers, F-53810 Change, France, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Laval sous le numéro 501 830 475, et ce avec effet immédiat au jour du présent acte, et leur accorde une décharge pleine et entière de l'exercice de leurs mandats avec effet immédiat.

Septième résolution

L'Associé Unique décide de mettre fin au mandat M. Xavier Moreno en tant que président actuel de la Société prenant effet immédiatement, et lui accorde une décharge pleine et entière de l'exercice de son mandat.

Huitième résolution

L'Associé Unique décide (i) de mettre en place au sein du conseil de gérance de la Société une catégorie de gérants A et une catégorie de gérants B, tel que prévu à l'Article 7.2 des statuts ci-dessus et (ii) de nommer M. Joël Lacourte en qualité de gérants de catégorie A et Mme Bénédicte Moens-Colleaux ainsi que Mme Fantine Jeannon en qualité de gérants de catégorie B, et ce pour une période indéterminée, de sorte que le conseil de gérance de la Société sera désormais composé tel que suit:

Gérant de catégorie A:

- Monsieur Joël LACOURTE, né à Plomion le 11 mars 1947 et résidant au 38, chemin Desvallières, F-92410 Ville - d'Avray, France.

Gérants de catégorie B:

- Madame Bénédicte COLLEAUX, née à Namur, Belgique, le 13 octobre 1972 et résidant au 2, Boulevard Ernest Feltgen, L-1515 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- Madame Fantine JEANNON, née à Nancy, le 8 novembre 1986 et résidant professionnellement au 412F, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Neuvième résolution

L'Associé Unique décide de fixer l'adresse du siège social et l'administration centrale de la Société au 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ deux mille six cents euros (EUR 2.600.-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63648. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Référence de publication: 2015008129/307.

(150009045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Martray S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 109.483.

L'an deux mille quatorze.

Le vingt-trois décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "MARTRAY S.A.", ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer, R.C.S. Luxembourg section B numéro 109483, constituée suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 30 juin 2005, publié au Mémorial C numéro 1245 du 22 novembre 2005, et dont les statuts ont été modifiés par Maître Francis KESSELER, pré-nommé, en date du 23 novembre 2009, publié au Mémorial C numéro 144 du 23 janvier 2010.

L'assemblée est présidée par Monsieur Bob PLEIN, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

L'actionnaire représenté à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'il possède ont été portés sur une liste de présence, signée par le mandataire de l'actionnaire représenté, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer et qui sera conservée à l'étude du notaire instrumentant.

La procuration émanant de l'actionnaire représenté à la présente assemblée, signée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1) Démission de Madame Sophie CHAMPENOIS, de Monsieur Dominique MOINIL et de la société anonyme BPH FINANCE S.A., de leur mandat d'administrateur et décharge.

2) Démission de Monsieur Eric HERREMANS de son mandat de commissaire et décharge.

3) Adoption de statuts instaurant la possibilité pour la société d'être administrée par un administrateur unique en cas d'actionnaire unique.

4) Ajout d'un deuxième paragraphe à l'article 6 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 6.** L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Lorsque la société n'a qu'un actionnaire unique, celui-ci est qualifié par la loi d'«associé» et exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires.»

5) Modification des articles 9 et 14 des statuts qui auront dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 9.** La société est administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la société. Les administrateurs seront élus par les actionnaires à l'assemblée générale qui déterminera leur nombre, leur rémunération et le terme de leur mandat. Le terme du mandat d'un administrateur ne peut excéder six ans, et les administrateurs conservent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Les administrateurs peuvent être réélus à leur fonction pour différents mandats consécutifs.

Lorsqu'à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Dans ce cas, l'administrateur unique exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Les administrateurs seront élus à la majorité simple des votes des actions présentes ou représentées. Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, cette vacance pourra être complétée sur une base temporaire jusqu'à la réunion de la prochaine assemblée générale des actionnaires, conformément aux dispositions légales applicables.»

« **Art. 14.** La société sera engagée en toutes circonstances soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou dans le cas où il y aurait un seul administrateur par sa seule signature, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 10 des statuts. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.»

6) Réduction du nombre des administrateurs de 3 (trois) à 1 (un).

7) Nomination de Monsieur Joel CARDENAS SAN MARTIN, administrateur de sociétés, né à Bilbao (Espagne), le 3 mars 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

8) Nomination de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., avec siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg B58545, comme commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

9) Transfert du siège social de L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

La démission de Madame Sophie CHAMPENOIS, de Monsieur Dominique MOINIL et de la société anonyme BPH FINANCE S.A., comme administrateur est acceptée et décharge pleine et entière leur est accordée pour l'exercice de leur mandat jusqu'à leur démission.

Deuxième résolution

La démission de Monsieur Eric HERREMANS comme commissaire est acceptée et décharge pleine et entière lui est accordée pour l'exercice de son mandat jusqu'à sa démission.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'adopter des statuts instaurant la possibilité pour la société d'être administrée par un administrateur unique en cas d'actionnaire unique.

Quatrième résolution

Un deuxième paragraphe est ajouté à l'article 6 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 6.** L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Lorsque la société n'a qu'un actionnaire unique, celui-ci est qualifié par la loi d'«associé» et exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires.»

Cinquième résolution

Les articles 9 et 14 des statuts sont modifiés et auront dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 9.** La société est administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la société. Les administrateurs seront élus par les actionnaires à l'assemblée générale qui déterminera leur nombre, leur rémunération et le terme de leur mandat. Le terme du mandat d'un administrateur ne peut excéder six ans, et les administrateurs conservent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Les administrateurs peuvent être réélus à leur fonction pour différents mandats consécutifs.

Lorsqu'à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Dans ce cas, l'administrateur unique exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Les administrateurs seront élus à la majorité simple des votes des actions présentes ou représentées. Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, cette vacance pourra être complétée sur une base temporaire jusqu'à la réunion de la prochaine assemblée générale des actionnaires, conformément aux dispositions légales applicables.»

« **Art. 14.** La société sera engagée en toutes circonstances soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou dans le cas où il y aurait un seul administrateur par sa seule signature, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 10 des statuts. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.»

Sixième résolution

Le nombre des administrateurs est réduit de 3 (trois) à 1 (un).

Septième résolution

M. Joel CARDENAS SAN MARTIN, administrateur de sociétés, né à Bilbao (Espagne), le 3 mars 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

Huitième résolution

La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., avec siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg B58545, a été nommée comme commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

Neuvième résolution

Le siège social a été transféré de L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison des présentes, à 900,- EUR

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bob PLEIN, Henri DA CRUZ, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 31 décembre 2014. Relation GRE/2014/5430. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015008213/136.

(150008994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

Cogeco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5810 Hesperange, 43, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 102.047.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour COGECO S.à r.l.

S.à.r.l. unipersonnelle

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015007047/12.

(150007854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Bamboo Financial Inclusion Fund II S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 193.608.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth December,
Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1) Bamboo Finance, a public limited company (société anonyme) with registered office at 7 rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under the number B 172085

here represented by Anne Contreras, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 18 December 2014.

Such appearing party, represented as aforementioned, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF) which they declare organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Chapter I - Form, Term, Object, Registered office

Art. 1. Definitions. "2007 Law" means the law dated 13 February 2007 relating to specialized investment funds as amended;

"2013 Law" means the law dated July 12, 2013 on alternative investment fund managers;

"Accounting Principles" Lux GAAP;

"Administration Agent" means the administration agent appointed from time to time by the Company;

"Articles" means the present articles of incorporation of the Company;

"Affiliated Company" means any person or entity that is under the control of, controlled by or under common control with any other person or entity, directly or indirectly, through the ownership of voting securities or by contract or otherwise and possesses the power to direct or cause the direction of the management and policies of such person or entity;

"Beneficiary Units" means beneficiary units issued by the Company in accordance with article 9 hereof;

"Board" means the Company's board of directors;

"Business Day" means a weekday on which banks are normally open for business in Luxembourg;

"Class" means a class of Shares or Beneficiary Units;

"Commitment" means the total investment which each investor has irrevocably agreed to make in a Sub-Fund (excluding any actualization interest) which will be called by the Board on behalf of the Company from time to time. A Commitment will become a funded Commitment when it has been drawn down in accordance with the provisions of the Issue Document;

"Company" means the Bamboo Financial Inclusion Fund II S.A., SICAV-SIF;

"Connected Persons" means shareholders, managers and employees of the Management Company and its Affiliated Companies, investment advisors, members of the Management Company's or Company's committee(s), approved by the Management Company as holder of the Beneficiary Units;

"Director" means any member of the Board;

"Eligible Investors" means Institutional Investors, Professional Investors and/or other Well-informed Investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law as well as any member of the Board or other persons who intervene in the management of the Company;

"EUR" or "Euro" means the currency of the European Monetary Union;

"Indemnified Party" has the meaning set out under article 23;

"Institutional Investor" means any investor who qualifies as institutional investor according to the Luxembourg laws and regulations;

"Issue Document" means the issue document of the Company as may be amended;

"Management Company" means Bamboo Finance, société anonyme;

"Net Asset Value" means the net asset value of the Company, of each Class, each Share and each Beneficiary Unit pursuant to the provisions set out in article 14;

"Prohibited Person" has the meaning set out under article 13;

"Professional Investor" means any investor who qualifies as professional investor under annex II of Directive 2004/39/EC, as amended;

“Purchase Notice” has the meaning set out in article 13;

“Purchase Price” has the meaning set out in article 13;

“Qualified Majority Vote” means a decision of any special committee set up by the Board or the general meeting of Shareholders of the Company or any Sub-Fund taken with a presence quorum of eighty percent (80%) of the members of that special committee respectively of the Shares issued in the Company or the Sub-Fund and adopted with more than eighty percent (80%) of the votes of the members of that special committee present or represented, respectively eighty percent (80%) of the votes of the Shareholders validly cast at such general meeting of Shareholders.

“Reference Currency” means USD for the Company as well as the currency in which each Sub-Fund or Class is denominated as detailed in the relevant appendix of the Issue Document;

“Regulated Market” means a market that is recognized, operating regularly and open to the public;

“Shareholder” means the holder of Shares;

“Shares” means the shares issued by the Company;

“Simple Majority Vote” means a decision of any special committee set up by the Board or the general meeting of Shareholders taken with a presence quorum of fifty percent (50%) of the member of such special committee respectively fifty percent (50%) of the Shares issued in the Company or Sub-Fund and adopted with more than fifty percent (50%) of the members of such special committee respectively fifty percent (50%) of the votes of the Shareholders validly cast;

“Sub-Fund” means any sub-fund of the Company established by the Board in accordance with article 6 hereof;

“UCI” means undertaking for collective investment;

“Unitholder” means any holder of Beneficiary Units of any Sub-Fund from time to time;

“USD” means United States Dollar, the lawful currency of the United States of America;

“Valuation Day” means (i) the 30 June of each year, (ii) any Business Day on which the assets of the relevant Sub-Fund shall be valued in accordance with these Articles, as defined for each Sub-Fund in the relevant appendix of the Issue Document and (iii) any such additional date, being a Business Day, as determined by the Board;

“Well Informed Investor” means any investor who (i) adheres in writing to the status of well-informed investors and (ii) either (x) invests a minimum one hundred and twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-) in the Company or (y) benefits from a certificate delivered by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC or an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC stating that it has experience enough to appreciate in adequate manner an investment in the Company.

Art. 2. Name and form. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of Shares hereafter issued, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d’investissement à capital variable) and as a specialised investment fund (fonds d’investissement spécialisé) under the name of the “Bamboo Financial Inclusion Fund II S.A., SICAV-SIF”.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

The Company may enter into liquidation at any time by a resolution of the general meeting of the Shareholders adopted in the manner described in article 31 hereof.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities and other assets permitted by law, with a view to spreading investment risks and enabling its Shareholders to benefit from the results of its management.

The Company may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the 2007 Law.

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company shall be in Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board. Within the same municipality, the registered office may be transferred through simple resolution of the Board.

If the Board considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office’s normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely. This temporary measure shall not, however, have any effect on the Company’s nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg corporation.

Chapter II - Capital

Art. 6. Share capital - Capital variation - Classes - Sub-funds. The capital of the Company shall be represented by Shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company. The minimum capital of the Company shall be as provided by the 2007 Law, i.e. the USD equivalent of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-). Such minimum capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorized as a specialised investment fund under the 2007 Law.

The initial share capital is forty five thousand United States Dollars (45,000.- USD), partially paid-up, represented by forty five (45) Shares, of no nominal value.

The Company's share capital shall vary, without any amendment of the Articles, as a result of the Company issuing new Shares or redeeming its Shares in compliance with the provision of the Issue Document.

The Shares to be issued pursuant to article 8 hereof may, as the Board shall determine, be of different Classes. The proceed of the issue of each Class shall be invested in securities and other assets authorised by the 2007 Law pursuant to the investment policy determined by the Board for the Sub-Funds established in respect of the relevant Class or Classes of Shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board.

The Board shall establish portfolios of assets, each constituting a Sub-Fund within the meaning of Article 71 of the 2007 Law for one Class or for multiple Classes in the manner described in article 14 hereof. As between Shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Class or Classes. The Company shall be considered as one single entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. The Board may create each Sub-Fund for an unlimited period or a limited period of time. In the latter case, at the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the Shares in the relevant Class(es), in accordance with article 26 below. In respect of the relationships between the Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

The Issue Document shall indicate the duration of each Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

Chapter III - Shares

Art. 7. Form of shares. The Shares of the Company shall be issued in registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. The Board shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The Share certificates, if any, shall be signed by the members of the Board. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized therefore by the Board; in this latter case, the signature shall be manual. The Company may issue temporary Share certificates in such form as the Board may determine.

Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of Shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

A duplicate Share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a Shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new Share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original Share certificate shall become void.

Damaged Share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original Share certificate.

The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of Shares is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such Shares. Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote except to the extent their number held by a Shareholder is such that they represent a whole Share. They shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Shares on a pro rata basis.

Each Share will have one vote at the general meeting or at a Class meeting.

Art. 8. Issue of shares. The Board is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully or partly paid-up Shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. The Shares must always be paid-up to a minimum of twenty five percent (25%).

The Shares of the Company are exclusively reserved to Eligible Investors and the Company will refuse to issue or give effect to a transfer of Shares to any person or company which does not qualify as Eligible Investor or is a Prohibited Person.

The Board may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Class; the Board may, in particular, decide that Shares of any Class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Issue Document.

Unless determined otherwise in the Issue Document, whenever the Company offers Shares for subscription, the price per Share shall be the Net Asset Value per Shares of the relevant Class determined in compliance with article 14 hereof as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the Board may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board and disclosed in the Issue Document.

The Board may determine any other subscription conditions such as minimum subscriptions, default interests or restrictions on ownership. Such other conditions shall be disclosed and detailed in the Issue Document. The Board may delegate to any member of the Board, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to allot them and record the subscription in the register of Shareholders.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, provided that such securities comply with the investment objectives and policies of the relevant Sub-Fund and in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company which shall be available for inspection. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant Shareholders.

If subscribed Shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

Art. 9. Beneficiary units. The Company may issue Beneficiary Units in one or several Classes which do not represent any part of the share capital of the Company.

To the extent issued, Beneficiary Units of whatever Sub-Fund or Class carry no voting rights. However, Beneficiary Units entitle their holders to participate in any distributions and/or capital reimbursements, as described below under article 28 below “Distribution Policy” and in the relevant appendix of the Issue Document. The rights and obligations attached to Beneficiary Units cannot be altered or modified without the prior consent of the Unitholders.

A register of Beneficiary Units will be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by the Unitholders. The Unitholders may request the Company to issue and deliver certificates setting out their holding of Beneficiary Units which shall be signed by the Board or such person(s) designated to that effect by the Company. Ownership of Beneficiary Units will be established by registration in the said register.

The Company will recognize only one holder per Beneficiary Unit; in case a Beneficiary Unit is held by more than one person, the persons claiming ownership of the Beneficiary Unit will have to appoint one sole proxy to represent such Beneficiary Unit in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Beneficiary Unit until one person has been designated as the sole owner towards the Company.

Art. 10. Redemption of shares or beneficiary units. Some of the Sub-Funds are closed-ended, which means that unilateral redemption request by the Shareholders/Unitholders may not be accepted by the Company, and other Sub-Funds may be open-ended as specified in the Issue Document.

Shares and Beneficiary Units may be redeemed compulsorily in accordance with article 13 herein, in particular if a Shareholder/Unitholder ceases to be an Eligible Investor or is found to be a Prohibited Person, or more generally, following a transfer of Shares or Beneficiary Units which has been made in breach with the Articles.

The Company shall have the right, if the Board so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder or Unitholder who agrees, in specie by allocating to such holder investments from the portfolio of assets of the relevant Sub-Fund equal to the value of the Shares or Unit to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders or Unitholders and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company (“réviseur d’entreprise agréé”). The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 11. Conversion of shares or beneficiary units. Unless otherwise determined by the Board or set out in the Issue Document for certain Classes, Shareholders or Unitholders are not entitled to require the conversion of whole or part of their Shares or Beneficiary Units of one Class into Shares or Beneficiary Units of another Class.

Art. 12. Transfer of shares or beneficiary units. Any Shareholder (the “Transferor”) has the right to freely transfer part or all of their Shares and unfunded Commitment to Affiliated Companies provided that the transferee (a) must be

an Eligible Investor and (b) shall irrevocably commit in writing prior to the transfer to fully and completely assuming all outstanding obligations of the Transferor under the commitment agreement entered into by such Transferor. Any transfer of Shares must be accompanied by a transfer of the (relevant prorata) portion of the undrawn commitment of the Transferor to the purchaser of the Shares.

If a Transferor desires to transfer part or all of its Shares (the "Offered Shares") to a non-Affiliated Company (the "Third Party Purchaser"), it must (i) obtain the prior approval of the Board (not to be unreasonably withheld in particular in the case where such Transferor is compelled to transfer his Shares as a result of a change in or amendment to applicable law, rules or regulation (including changes to official interpretations of unchanged laws) and (ii) first offer the Offered Shares to the other Shareholders by delivering a written notice to the Board and the other Shareholders disclosing: (a) the cash transfer price for the Offered Shares offered by the Third Party Purchaser (the "Transfer Price"); (b) the number of Shares to be transferred; (c) the identity of the Third Party Purchaser; (d) any material terms agreed between the Transferor and the Third-Party Purchaser at the time of the Transfer Notice; and (e) evidence that the Third Party Purchaser is an Eligible Investor (a "Transfer Notice").

Each of the Shareholders will have the right to purchase all but not less than all of the Offered Shares pro rata to their respective Commitments (the "Refusal Right"). Such Refusal Right must be exercised within a period of 30 Business Days as from the Transfer Notice.

If the number of Shares for which the Refusal Right has been exercised exceeds or equals the number of Offered Shares, the Offered Shares will be allocated to the pre-empting Shareholders in a proportion to be agreed or, failing agreement, in proportion to their Commitments,

any such Transfer to be made for not less than 100% of the Transfer Price.

Any Transfer of Shares made in compliance with the Issue Document shall release the Transferor from further obligations towards the Company and the transferee shall become a substituted Shareholder, as if it was the initial signatory of the Commitment Agreement of the Transferor.

Beneficiary Units shall not be transferred to non-Connected Persons. Transfers of Shares and Beneficiary Units shall be effected by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Unitholders, dated and signed by the Transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of Shares or Beneficiary Units shall be entered into the register of Shareholders or register of Unitholders; such inscription shall be signed by one or more members of the Board or by one or more other persons duly authorized for that purpose.

Art. 13. Restrictions of ownership of shares or beneficiary units. The Company may restrict or place obstacles in the way of ownership of Shares or Beneficiary Units in the Company by any person and may cause any Shares or Beneficiary Units to be subject to compulsory redemption if the Company considers that this ownership involves a violation of the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other jurisdiction, or may result in the Company being subject to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may in some other manner be detrimental to the Company (a "Prohibited Person").

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any Shares or Beneficiary Units and decline to register any transfer of Shares or Beneficiary Units when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the Shares or Beneficiary Units to a Prohibited Person; and/or

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares or Beneficiary Units on the register of Shareholders or Unitholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's or Unitholder's Shares or Beneficiary Units rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such Shares or Beneficiary Units by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of Shareholders or Unitholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares or Beneficiary Units, direct such Shareholder or Unitholder to sell his Shares or Beneficiary Units and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) calendar days of the notice. If such Shareholder or Unitholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such Shareholder or Unitholder all Shares or Beneficiary Units held by such Shareholder or Unitholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "Purchase Notice") upon the Shareholder or Unitholder holding such Shares or Beneficiary Units or appearing in the register of Shareholders or Unitholders as the owner of the Shares or Beneficiary Units to be purchased, specifying the Shares or Beneficiary Units to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such Purchase Notice may be served upon such Shareholder or Unitholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Shareholder or Unitholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said Shareholder or Unitholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company

the Share or Beneficiary Units certificate or certificates, if any, representing the Shares or Beneficiary Units specified in the Purchase Notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Shareholder or Unitholder shall cease to be the owner of the Shares or Beneficiary Units specified in such Purchase Notice. This name shall be removed from the register of Shareholders or Unitholders, and the certificate or certificates representing such registered Shares or Beneficiary Units will be cancelled.

(2) The price at which each such Share or Beneficiary Unit is to be purchased (the "Purchase Price") shall be equal to the subscription price paid at the time by the redeeming Shareholder/Unitholder, decreased by the redemption charges, if any, as foreseen in the Issue Document. However, if the Board determines that the Net Asset Value has decreased materially since the subscription by the relevant Shareholder/Unitholder, the Board may change the Purchase Price to a price based on (i) the Net Asset Value on the relevant redemption date, decreased by (ii) the redemption charges, if any, specified for each Class within each Sub-Fund individually as foreseen in the Issue Document. The above-mentioned Purchase Price will be payable only at the close of the liquidation of the relevant Sub-Fund.

(3) Payment of the Purchase Price will be made available to the former owner of such Shares or Beneficiary Units normally in the currency fixed by the Board for the payment of the redemption price of the Shares or Beneficiary Units of the relevant Class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) upon final determination of the Purchase Price following surrender of the Share or Beneficiary Unit certificate or certificates specified in such notice. Upon service of the Purchase Notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such Shares or Beneficiary Units or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the Purchase Price (without interest) from such bank following effective surrender of the Share or Beneficiary Unit certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a Shareholder or Unitholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the Purchase Notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant Class. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares or Beneficiary Units by any person or that the true ownership of any Shares or Beneficiary Units was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to Shares or Beneficiary Units of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such Shares or Beneficiary Units nor any securities dealer who acquires Shares or Beneficiary Units with a view to their distribution in connection with an issue of Shares or Beneficiary Units by the Company.

U.S. Persons as defined below may constitute a specific category of Prohibited Persons except in the case where the Company receives evidence satisfactory to it that the acquisition of Shares or Beneficiary Units by such a Shareholder or Unitholder is exempt from registration under the securities laws of the United States of America including, but not limited to, the United States Securities Act of 1933, as amended and that, in all events there will be no adverse tax consequences to the Company or to the Shareholders or Unitholders as a result of such an acquisition. Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares or Beneficiary Units, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any Shareholder or Unitholder all Shares or Beneficiary Units held by such Shareholder or Unitholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. Person" means with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or "resident alien", within the meaning of U.S. income tax laws and in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term "U.S. Person" means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where (a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on this worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term "U.S. person" also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United States persons. "United States" means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction.

Shares or Beneficiary Units of the Company may only be issued to Eligible Investors. Any person who is not an Eligible Investor is also to be considered as a Prohibited Person.

The Board may furthermore reject applications in whole or in part at its sole discretion and may prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring Shares or Beneficiary Units of the Company.

The Board may direct the Administrative Agent to repurchase, at any time, Shares or Beneficiary Units held by Shareholders or Unitholders not authorised to buy or own Shares or Beneficiary Units of the Company.

Art. 14. The net asset value. The Net Asset Value of the Company respectively of the Sub-Funds shall be determined on each Valuation Day by the Administration Agent under the responsibility of the Board. The Net Asset Value shall be calculated within a period as defined in the Issue Document, and will be available at the registered office of the Company.

The Net Asset Value per Share or Beneficiary Unit of each Class within the relevant Sub-Fund shall be expressed in the Reference Currency of such Class respectively Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets attributable to the relevant Class within the relevant Sub-Fund, being the value of the assets attributable to such Class less the portion of liabilities attributable to such Class within such Sub-Fund, on any such Valuation Day, by the number of Shares or Beneficiary Units then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The Net Asset Value per Share or Beneficiary Unit may be rounded up or down to the nearest hundredth of a unit of the relevant currency as the Board shall determine. If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant Class of Shares or Beneficiary Units are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the Shareholders, the Unitholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscriptions and redemptions will be dealt with on the basis of that second valuation.

The value of assets and liabilities of the Company is generally determined in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles (“GAAP”), including the determination of any loss due to any deterioration in credit quality or due to any defaults with respect to the investments.

I. The assets of each of the Sub-Fund shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of real estate, real estate rights, securities or any other assets sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the relevant Sub-Fund (provided that the relevant Sub-Fund may make adjustments in a manner not inconsistent with the procedure set out below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the relevant Sub-Fund to the extent information thereon is reasonably available to the relevant Sub-Fund;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Shares and Beneficiary Units of the Company, insofar as the same have not been written off; and
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

II. The value of such assets shall be determined as follows:

- 1) The valuation of private equity investments (such as equity, subordinated debt) will be based on the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines issued by the EVCA (European Venture Capital Association), the BVCA (British Venture Capital Association) and the AFIC (Association Française des Investisseurs en Capital) in March 2005, or any subsequent update of such guidelines, and is conducted with prudence and in good faith.
- 2) The value of the other assets and liabilities shall be determined as follows:
 - a. Debt instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other Regulated Market will be initially valued at their fair value, normally the transaction price to originate or acquire the asset through contribution or otherwise, then valued subsequently at amortized cost less an impairment provision, if any. This impairment provision is defined as the amount measured at the initial recognition minus the principal repayments, plus or minus the cumulative amortization using the “effective interest rate method” or any difference between that initial amount and the maturity amount, and minus any write down for impairment. The Board will use its best endeavours to continually assess the method of calculating any impairment provision and recommend changes, where necessary, to ensure that such provision will be valued appropriately as determined in good faith by the Board.
 - b. The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.
 - c. The value of assets which are listed or dealt on any stock exchange is based on the last available price on the stock exchange which is normally the principal market for such assets.
 - d. The value of assets dealt in on any other Regulated Market is based on the last available price.

e. All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board.

f. In the event that, for any assets, the price as determined pursuant to sub-paragraph (a), (d), (e) or (f) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith by the Board.

g. The liquidating value of futures, spot, forward, or options contracts not traded on exchanges or on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board may deem fair and reasonable.

h. Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of ninety (90) days or less will be valued by the amortized cost method which approximates market value.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency of the Sub-Fund or the relevant Class will be converted into such currency at the relevant rates of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board.

The Board, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the relevant Sub-Fund.

III. The liabilities of each of the Sub-Fund shall include:

1) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable net of the unamortized portion of discounts and/or premiums and financing costs;

2) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);

3) all accrued or payable expenses (including fees payable to agents);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or real estate, including the amount of any unpaid distributions declared by the relevant Sub-Fund, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the relevant Sub-Fund (i.e. liabilities for past events which are definite as to their nature and are certain or probable to occur and can be measured with reasonable accuracy, which might arise during the life of the Company and may include potential liabilities arising from any disputes); and

6) all other liabilities of the relevant Sub-Fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities the Board shall take into account all expenses payable by the relevant Sub-Fund which shall comprise] formation expenses, fees (investment management fees and transaction fees) and expenses payable to its Management Company, fees and expenses payable to its auditors and accountants, Administration Agent, Custodian and paying agent, registrar and transfer agent and its correspondents, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, legal, transaction and due diligence third party advisors in connection with the acquisition and disposal of investments other than fees linked to deal sourcing, the reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs and other expenses properly incurred by the Directors and members of any special committee set up by the Board in connection with Board meetings or meetings of any special committee set up by the Board, reasonable travelling costs and other expenses properly incurred by the Shareholders in connection with general meetings of Shareholders, fees and expenses for legal, consulting and auditing services, costs of providing tax information certificates for domestic and foreign tax purposes, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the costs of preparing, printing, advertising and distributing the Issue Document, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements and the costs of any reports to Shareholders or Unitholders, costs of assessing the standing of the Company by nationally and internationally recognised rating agencies, costs associated with any Sub-Fund obtaining or maintaining impact or other ratings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, the costs for the publication of the issue and redemption prices, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount pro-rated annually or per other periods.

IV. The assets shall be allocated as follows:

The Board shall establish a Class of Shares in respect of each Sub-Fund and may establish multiple Classes in the following manner:

1) The assets attributable to such Sub-Fund shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the relevant Sub-Fund provided however that the Board is empowered to define Classes so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific assignment of distribution, Shareholder or Unitholder services or other fees and/or (v) the currency or currency unit in which the Class may be quoted and/or (vi) the use of different hedging techniques and/or (vii) such other features as may be determined by the Board from time to time in compliance with applicable law;

2) The proceeds to be received from the issue of Shares or Beneficiary Units of a Class shall be applied in the books of the Company to the relevant portfolio of assets established for that Sub-Fund and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets attributable to the Class to be issued;

3) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same Class or Classes as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class or Classes;

4) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability shall be allocated to all the Classes pro rata to their respective Net Asset Values or in such other manner as determined by the Board acting in good faith, provided that (i) where assets are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the Board, the respective right of each Class shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Class to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Class, as described in the Issue Document;

5) Upon the payment of distributions to the holders of any Class, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board or by any bank, company or other organization which the Board may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders or Unitholders.

V. For the purpose of this Article:

1) Shares or Beneficiary Units of the Company to be redeemed (if any) under article 10 hereof shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares or Beneficiary Units to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the date of issue and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Shares or Beneficiary Units shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time of determination of the Net Asset Value; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day then its value shall be estimated by the Board.

Art. 15. Suspension of the net asset value. The Company may temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value, in the following cases:

a. during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

b. any period when, as a result of the political, economic, military or monetary events or any circumstance outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs in the property market, disposal of the assets of the Company is not reasonably practicable without materially and adversely affecting and prejudicing the interests of Shareholders and Unitholders or if, in the opinion of the Board, a fair price cannot be determined for the assets of the Company; or

c. during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets of such Sub-Fund; or

d. when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

e. during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares or Beneficiary Units of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares or Beneficiary Units cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange; or

f. during any period when the value of the net assets of the Company may not be determined accurately; or

g. upon publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of resolving the winding up of the Company.

The Board shall use its best endeavours to limit as much as possible the duration of any such suspension. Any such suspension of the Net Asset Value shall be notified to the concerned Shareholders and Unitholders.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue and redemption of Shares and Unitholders of any other Sub-Fund.

Chapter IV - Administration and management of the company

Art. 16. Board. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three (3) members, who need not to be Shareholders of the Company, the majority of which shall be independent from the Management Company or any of its Affiliated Companies (each being an “Independent Director” and together the “Independent Directors”).

The members of the Board shall be elected for a term not exceeding six years renewable for successive terms. The members of the Board shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders. The general meeting of Shareholders shall determine their number, remuneration and term of office.

In the event a legal entity is appointed as member of the Board, it shall designate a permanent representative who will exercise the mandate in the name and on behalf of the legal entity. The legal entity may withdraw its representative only by appointing a successor at the same time.

Any Shareholder who wants to propose a candidate for the position of director of the Company to the general meeting of Shareholders, must present such candidate to the Company in writing at least two weeks prior to the date of such general meeting and specify whether such candidate shall be deemed to be an Independent Director.

Any member of the Board may be removed with or without cause or be replaced at any time by a Simple Majority Vote of Shareholders, provided however that if an Independent Director is removed and would result in the Board being no longer composed of a majority of Independent Directors, the remaining Directors must call for an extraordinary general meeting without delay in order for a new Independent Director to be appointed in his place. Any member of the Board may resign, subject to a thirty (30) Business Days written prior notice.

In the event of a vacancy in the office of members of the Board, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders shall ratify such nomination at their next general meeting. For the avoidance of doubt, a vacancy in the office of an Independent Director that would result in the Board being no longer composed of a majority of Independent Directors, must be filled in with a new Independent Director.

Notwithstanding the terms of article 32 herebelow, any amendment to the provisions of this article 16 requires the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 17. Board meetings. The Board shall choose from among its member(s) a chairman and may also choose a secretary, who need not be a member of the Board, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two members of the Board, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the Board and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the members of the Board shall decide by a majority vote that another member of the Board, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all members of the Board at least twenty four (24) hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Any members of the Board may act at any meeting by appointing in writing, by telefax or any other similar means of communication another member of the Board as his proxy. A member of the Board may represent several of his colleagues.

Any member of the Board may participate in a meeting of the Board by conference call or video-conference or by similar means of communication equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board may only act at duly convened meetings.

The Board can deliberate or act validly only if a majority of the members of the Board is present.

Resolutions are taken by a majority vote of the members of the Board present or represented. In the case that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairperson shall have casting vote.

Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the Board. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two members of the Board.

Resolutions in writing approved and signed by all members of the Board shall have the same effect as resolutions voted at the Board's meetings; each member of the Board shall approve such resolution in writing, by telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and the documents received from each member of the Board shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 18. Powers of the board. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose.

All powers not expressly reserved by law, by the present Articles to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board.

Art. 19. Investment policies and restrictions. The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) and the currency hedging strategy to be applied to specific Classes within particular Sub-Funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with applicable laws and regulations.

The Board, acting in the best interests of the Company, may decide, in the manner described in the Issue Document, that (i) all or part of the assets of the Company be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their Sub-Funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

The Company is authorized (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

Art. 20. Corporate signature. Towards third parties, the Company is validly bound by the signature of any two members of the Board acting jointly or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 21. Delegation of power. The Board may delegate, under its control and responsibility, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board, who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board may in particular appoint an external alternative investment manager within the meaning of the 2013 Law.

The Board may also confer other special powers of attorney by notarial or private proxy.

The Board may, as further set out in the Issue Document, (i) set up committees in order to conduct certain tasks and functions expressly delegated to such committees, (ii) enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 22. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

Art. 23. Indemnification. As further detailed in the Issue Document, the Company will indemnify any member of the Board or of any special committee set up by the Board or any officer and his heirs, executors and administrators (each an "Indemnified Party"), against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a member of the Board or special committee or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor

and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct, fraud, bad faith or reckless disregard or from a criminal offence; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Each Indemnified Party shall commit in writing that if such Indemnified Party is indemnified or advanced expenses and it is later determined that such Indemnified Party was not entitled to indemnification or advancement, then such Indemnified Party shall reimburse the Company for such indemnification or advancement of expenses; provided that the Company shall not be entitled to advance any expenses if the relevant claim is being raised by a majority of the Shareholders.

No Indemnified Party shall be entitled to indemnification with respect to any action, suit or proceeding that relates solely to a dispute between or among Connected Persons and any of their respective members, managers or employees.

Chapter V - General meetings

Art. 24. General meetings of shareholders. The general meeting of Shareholders shall represent all the Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Unless otherwise provided by the law or these Articles resolutions of the general meeting are passed by Simple Majority Vote.

The annual general meeting of Shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 4.00 pm (Luxembourg time) on the first Wednesday of December of each year. If this day is not a Business Day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next Business Day. The annual general meeting may be held abroad if the Board, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances warrant this.

Other general meetings of Shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of Shareholders shall meet upon call by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight (8) days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders. General Meetings may also be called upon the request of Shareholders representing at least ten percent (10%) of the Share capital.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each Share shall provide entitlement to one (1) vote. Fractions of Shares do not give their holders any voting right except to the extent their number is such that they form a whole Share in which case they confer a voting right.

Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a Shareholder and may be a member of the Board.

Any Shareholder may participate in a general meeting by videoconference or similar means of communications equipment enabling his/her identification, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Any Shareholder may also vote by correspondence by means of a form which contains the names, address and number of Shares held by the Shareholder and, if applicable, the capacity of its representative, and the intention of the vote for any item of the agenda. Any form not received by the Company within one (1) Luxembourg business day prior to the general meeting of Shareholders shall not be taken into account for the determination of the quorum.

Art. 25. General meetings of shareholders in a sub-fund or in a class of shares. Each amendment to the present Articles entailing a variation of rights of a Class or Classes must be approved by a resolution of the Shareholders' meeting of the Company and of separate meeting(s) of the holders of Shares of the relevant Class(es) concerned.

The provisions of article 24 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. The fractions of shares do not confer any voting rights upon their holders.

Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a manager of the Company.

Art. 26. Termination and amalgamation of sub-funds or classes of securities. Closed-end Sub-Funds will be liquidated at the expiration of their period of time as further described in the Issue Document.

Furthermore, in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board may decide to redeem all the Shares and Beneficiary Units of the relevant Sub-Fund or Class at the Net Asset Value per Share and Beneficiary Unit (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a written notice to the holders of the relevant Shares and Beneficiary Units prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations.

Shareholders in a given Sub-Fund may apply for a termination of such Sub-Fund through a proposal to a general meeting of holders of Shares in the Sub-Fund. Holders of Shares representing one tenth of the share capital of the Sub-Fund have the possibility to require the Board to call a general meeting of the holders of Shares in the Sub-Fund and to determine the agenda of such meeting. Resolutions on the termination of a Sub-Fund, in order to be adopted, must be carried by a Qualified Majority Vote, except in case of termination for cause of the Management Company agreement as further described in the Issue Document.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depositary (as defined under article 30 below) for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the Board may, in each relevant Sub-Fund, decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company (the "new Sub-Fund") and to redesignate the Shares and Beneficiary Units of the Class or Classes concerned as Shares and Beneficiary Units of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders and Unitholders). Such decision will be notified in the same manner as described in the first paragraph of this Article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund), in order to enable Shareholders and Unitholders to request redemption of their Shares respectively Beneficiary Units, free of charge, during such period. Shareholders and Unitholders who have not requested redemption will be transferred as of right to the new Sub-Fund.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this article, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the Shareholders and Unitholders of the Class or Classes of Shares issued in the Sub-Fund concerned, which must be passed with a presence quorum of fifty percent of the share capital, the approval of a majority of at least two-thirds the votes validly cast by the Shareholders and Unitholders present or represented at the meeting. When such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, resolutions shall be binding only on such Shareholders and Unitholders who have voted in favour of such amalgamation.

Chapter VI - Annual accounts

Art. 27. Financial year. The financial year of the Company shall start on the 1st of July of each year and shall end on the 30th of June of the following year.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force and the provisions set forth in the Issue Document.

Art. 28. Distributions. The rights to receive dividends and other distributions of the holders of Shares and Beneficiary Units are disclosed for each Sub-Fund individually in the relevant Appendix of the Issue Document.

Chapter VII - Auditor

Art. 29. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the Shareholders' general meeting, which shall fix his remuneration. The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter VIII - Depositary

Art. 30. Depositary. The Company will enter into a depositary agreement with a Luxembourg bank (the "Depositary") which meets the requirements of the 2007 Law.

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law.

If the Depositary desires to withdraw, the Board shall use its best efforts to find a successor Depositary within two months of the effectiveness of such withdrawal.

Until the Depositary is replaced, which must happen within such period of two months, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the Shareholders of the Company.

The Board may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Chapter IX - Winding-up - Liquidation

Art. 31. Winding-up/liquidation. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in article 32 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital referred to in the first paragraph of article 6 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital referred to in the first paragraph of article 6 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the votes of the Shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) calendar days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidator(s) shall apply the assets available for distribution among the Shareholders and Unitholders and shall act in accordance with applicable laws and regulation when disposing of the investments and terminating the Company. At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the Shareholders and Unitholders will be paid to the Caisse des Consignations, which keeps them available for the benefit of the relevant Shareholders and Unitholders for the duration provided for by law.

Chapter X - General provisions

Art. 32. Amendments to the articles of incorporation and of the issue document. These Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies.

Material amendment to the Issue Document which shall have an adverse impact on Shareholders shall unless required by law or regulation or resulting from amendments to the Articles decided in compliance with the previous paragraph, require the unanimous consent of the Shareholders. For the avoidance of doubt, adverse changes relating only to one Sub-Fund shall require the unanimous consent of the Shareholders of such Sub-Fund only.

Art.33.Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 34. Applicable law. In respect of all matters not governed by these Articles, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg specialised investment funds, notably the 2007 Law and the 2013 Law.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 30 June 2015.

The first general annual meeting of Shareholders shall be held in 2015.

The first annual report of the Company will be dated 30 June 2015.

Subscription and payment

All the forty five (45) shares are subscribed by Bamboo Finance, prenamed.

All the Shares have been partially paid-in in cash by fifty percent (50%), so that the amount of twenty two thousand five hundred United States Dollars (USD 22,500.-) entirely allocated to the share capital, is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the abovenamed person, representing the entire subscribed capital and considering herself as duly convened, has held an extraordinary general meeting. The general meeting took the following resolutions:

First resolution

The registered office of the Company shall be 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg.

Second resolution

The following persons are appointed as members of the Board:

- Xavier SABATIER, born on 15 October 1975 in Verviers (Belgium), residing in L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stumper;

- Michelle PENNEY, born on 24 May 1976 in London (United Kingdom), residing in L-1374 Luxembourg, 5, rue du Charly;

- Alain LERICHE, born on 11 December 1962 in Bastogne (Belgium), residing in B-1640 Rhode Saint Genèse, 73, avenue Marie Jeanne.

The term of office the members of the Board shall expire at the close of the general meeting of Shareholders approving the accounts as of 30 June 2015.

Third resolution

The independent auditor for the Company shall be Ernst & Young S.A., with registered office at 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duchy of Luxembourg.

The term of office of the auditor shall expire at the close of the annual general meeting of Shareholders approving the accounts as of 30 June 2015.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing person, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said person signed together with the notary the present deed.

Signé: A. CONTRERAS et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2014. LAC / 2014 / 62836. Reçu soixante quinze euros- 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Référence de publication: 2015007682/822.

(150008968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2015.

David Brown Systems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 140.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015007066/9.

(150007963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Investus S.A., Société Anonyme.

Capital social: USD 1.445.514,00.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 105.352.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015009865/11.

(150010912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2015.

Sequr S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 76.114.

L'an deux mille quatorze, le trente décembre.

Par-devant Nous Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «SEQUR S.A.», ayant son siège social à L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville, constituée suivant acte notarié du 30 mai 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 714, du 2 octobre 2000.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Lennart STENKE, directeur, demeurant à L-6970 Oberanven, 56, rue Andethana.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Madame Helen STENKE, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutatrice Monsieur Lennart STENKE, directeur, demeurant à L-6970 Oberanven, 56, rue Andethana.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Mise en liquidation de la société.
2. Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations des actionnaires représentés pour être soumises en même temps aux formalités de l'enregistrement. Il ressort de cette liste de présence que l'intégralité du capital social de la société est dûment représentée à l'assemblée.

L'assemblée a approuvé l'exposé de Monsieur le président et après avoir reconnu qu'elle était régulièrement constituée et après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix, et sans abstentions, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de prononcer la mise en liquidation de la société, à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de nommer comme liquidateur de la société die société anonyme KKB Invest S.A., avec siège social à L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 67492.

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés décide d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée a été close.

Dont acte, fait et passé à Remich, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire la présente minute.

Signé: L. STENKE, H. STENKE, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 31 décembre 2014. Relation: REM/2014/2884. Reçu soixante-quinze euros 75.- €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 12 janvier 2015.

Référence de publication: 2015006739/51.

(150006275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2015.

Sainclair Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, Place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 160.117.

—
DISSOLUTION

L'an deux mil quatorze, le onze décembre.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

Monsieur Jean-François Claude Jocelin BUATOIS, assureur, né à Lyon, le 2 février 1960, demeurant à L-5552 Remich, 14A, route de Mondorf,

ici représenté par Monsieur Roger CAURLA, maître en droit, demeurant professionnellement à L-1413 Luxembourg, 3, Place Dargent, en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée le 5 décembre 2014,

laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, par son mandataire, a exposé au notaire instrumentant et l'a prié d'acter ce qui suit:

Que la société anonyme "Sainclair Invest S.A.", établie et ayant son siège social à L-1413 Luxembourg, 3, Place Dargent, (ci-après la «Société»), a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 1302 du 16 juin 2011,

Qu'elle est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160117.

Que le capital social de la Société fixé à trente et un mille euros (31.000,-EUR), représenté par mille actions (1000) d'une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune.

Que la Société ne possède pas d'immeuble, ni de parts d'immeuble;

Que le comparant est le seul propriétaire de la totalité des actions de la Société préqualifiée.

Que le comparant représentant l'intégralité du capital social, en tant qu'actionnaire unique décide la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

Qu'il déclare avoir pleine connaissance des statuts de la Société et en connaître parfaitement la situation financière.

En sa qualité de liquidateur de la Société, il déclare:

Que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, qu'il se trouve investi de tout l'actif et s'engage expressément à prendre, en charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé, connu ou inconnu à ce jour, avant tout paiement à sa personne;

Que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour leurs mandats jusqu'à ce jour.

Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq années à l'ancien siège de la Société.

Qu'il sera procédé à l'annulation du registre aux actions de la Société.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de ou remboursement à l'actionnaire unique ne pourra se faire avant l'expiration du délai de trente jours à compter de la publication du présent acte (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Caurla, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63424. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 12 janvier 2015.

Référence de publication: 2015006721/53.

(150007288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2015.

ADKO Invest, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 93.750,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 184.602.

Extrait des résolutions circulaires prises par les associés de la société en date du 30 décembre 2014

La société SAS LOMAO, ayant son siège social au 3, impasse de la Corvée, 57050 Plappeville, France, ayant un capital social de EUR 5.396 667,67, enregistrée au registre du commerce de Metz sous le numéro 501 803 688 a été nommée gérant de catégorie B de la Société pour une durée illimitée en remplacement de Monsieur Hervé Obed.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme

Référence de publication: 2015006915/14.

(150007496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2015.

optegra: hhlk Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.873.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendvierzehn, am dreißigsten Tag des Monats Dezember;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung „MULLER & ASSOCIES GROUP S.A R.L.“, mit Sitz in L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 109113,

hier vertreten durch Herrn Christian DOSTERT, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (der „Bevollmächtigte“), auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beige-bogen, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht ihre Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I. Die Aktiengesellschaft „optegra:hhlk Luxembourg S.A.“, mit Sitz in L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 150873, (hiernach die „Gesellschaft“), ist gegründet worden gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster (Großherzogtum Luxemburg), am 28. Dezember 2009, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 419 vom 26. Februar 2010,

und deren Satzungen (die „Statuten“) seitdem nicht mehr abgeändert wurden;

II. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,-EUR), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien mit einem Nominalwert von einhundert Euro (100,- EUR) pro Aktie;

III. Die erschienene Partei ist nach und nach Eigentümerin sämtlicher Aktien der Gesellschaft geworden;

IV. Die erschienene Partei, als Alleingesellschafterin (die „Alleingesellschafterin“) beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen;

V. Die Alleingesellschafterin erklärt, dass sie die Statuten der Gesellschaft bestens kennt und dass sie genaue Kenntnis der Finanzlage der Gesellschaft besitzt;

VI. Die Alleingesellschafterin, als Liquidator der Gesellschaft, erklärt, dass die Tätigkeit der Gesellschaft beendet ist, alle ausstehenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft beglichen worden sind, oder für deren Begleichung Sorge getragen wird, dass sämtliche Aktiva der Gesellschaft auf die Alleingesellschafterin übergehen, welche erklärt, dass alle Schulden der Gesellschaft beglichen sind und sie sich verpflichtet alle etwaigen noch nicht beglichenen Schulden zu übernehmen, ehe eine Zahlung an sich selbst erfolgt;

VII. Die Alleingesellschafterin erklärt ausdrücklich auf die Ernennung eines Prüfungskommissars zu verzichten;

VIII. Somit ist die Liquidation der Gesellschaft als durchgeführt und abgeschlossen zu betrachten;

IX. Die Alleingesellschafterin erteilt hiermit den Verwaltungsratsmitglieder und dem Kommissar volle Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate bis zum heutigen Tage;

X. Die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft werden während der gesetzlichen Mindestdauer von fünf Jahren am Gesellschaftssitz der Alleingesellschafterin, der Gesellschaft „MULLER & ASSOCIES GROUP S.A.R.L.“, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 109113, aufbewahrt.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr tausend Euro.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt worden ist.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, handelnd wie hiavor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat besagter Bevollmächtigter zusammen mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 06 janvier 2015. 2LAC/2015/363. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Référence de publication: 2015006883/57.

(150008135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Auto-Teile-Unger Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 181.958.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2015.

Yasemin Bulut

Gérant

Référence de publication: 2015006908/12.

(150007446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2015.

WPI Fonds, Société en Commandite simple.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 182.630.

Im Jahre zweitausendvierzehn, den neunzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg);

SIND ERSCHIENEN:

1.- BayernInvest Luxembourg S.A., eine Aktiengesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht mit Sitz in L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann und eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter B 37803, und

2.- WPI Fonds Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht mit Sitz in L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann und eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter B 182.285,

beide hier vertreten durch Frau Stefanie SCHMÄLZLE, Angestellte, berufsansässig in Luxemburg, 3, rue Jean Monnet, auf Grund zwei (2) ihr ausgestellten Vollmachten.

Die Vollmachten werden, nach ne varietur Unterzeichnung durch die Vertreterin des Erschienenen und den amtierenden Notar dieser Urkunde als Anlage beigelegt.

Welche Komparentinnen, vertreten wie eingangs erwähnt, den amtierenden Notar ersucht folgendes zu beurkunden:

- Dass der spezialisierte Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in der Form einer einfachen Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) "WPI Fonds", mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet, (R.C.S. Luxembourg Sektion B Nummer 182.630), gegründet wurde gemäss Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 4. Dezember 2013, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 183 vom 21. Januar 2014.

- Dass die Komparentin erklärt die einzigen Gesellschafterinnen des spezialisierten Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in der Form einer einfachen Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) "WPI Fonds", zu sein und dass sie den amtierenden Notar ersuchen, die von ihnen in ausserordentlicher Generalversammlung einstimmig gefassten Beschlüsse zu dokumentieren wie folgt:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Sitz der Gesellschaft nach L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann, zu verlegen und dementsprechend Artikel drei (3) der Satzungen abzuändern wie folgt:

" 3. Art. 3. Gesellschaftssitz.

3.1 Der Gesellschaftssitz befindet sich in Munsbach in der Gemeinde Schuttrange, Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz kann durch einen Beschluss des Komplementärs innerhalb dieser Gemeinde oder durch einen Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung an einen anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

3.2 Der Komplementär hat weiterhin das Recht, nach eigenem Ermessen Niederlassungen, Büros, Verwaltungszentren und Repräsentanzen in einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland zu gründen.

3.3 Sollte sich der Komplementär entschließen, dass bestehende oder unmittelbar drohende außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Umstände bestehen, welche die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen, ins Ausland verlegt werden; eine solche vorübergehende Sitzverlegung hat keine Auswirkung auf das wirksame Fortbestehen der Gesellschaft nach luxemburgischem Recht.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung stellt fest dass die Gesellschafterin BayernInvest Luxembourg S.A., und die Gesellschafterin und Komplementär WPI Fonds Partners S.à r.l., ihren Sitz ebenfalls nach L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann, verlegt haben.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr eintausend Euro abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben zusammen mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Stefanie SCHMÄLZLE, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 24 décembre 2014. Relation GRE/2014/5278. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015006862/56.

(150006635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2015.

Concept & Sales s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 53.987.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69837 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015007052/10.

(150008117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2015.

Digital Image, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 90.068.

Dépôt rectificatif du dépôt du 26 novembre 2014 – L140210266

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2015007101/12.

(150008035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2015.
